

**COUR SUPÉRIEURE**  
**(Chambre commerciale)**

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

No: 500-11-053313-173

DATE: 18 juin 2018

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE: L'HONORABLE LOUIS J. GOUIN, J.C.S.**

---

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN DE TRANSACTION OU D'ARRANGEMENT DE :**

**JAVA-U GROUP INC.**

et

**JAVA-U FOOD SERVICES INC.**

et

**CAFÉ JAVA-U INC.**

et

**JAVA-U RTA INC.**

Débitrices/Requérantes

c.

**RAYMOND CHABOT INC.**

Contrôleur

et

**126217 CANADA INC.**

Opposante

---

**JUGEMENT (sur la Demande en homologation)**

---

**1. MISE EN CONTEXTE**

[1] Le Tribunal est saisi d'une «*Application for the Issuance of a Sanction Order*» (la «**Demande en homologation**») datée du 14 mai 2018 et présentée par les débitrices Java-U Group Inc., Java-U Food Services Inc., Café Java-U Inc. et Java-U RTA Inc. (collectivement les «**Débitrices**») aux termes de l'article 6 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*<sup>1</sup> (la «**LACC**»).

JG2270

---

<sup>1</sup> L.R.C. 1985, ch. C-36.

[2] Parallèlement, les Débitrices demandent au Tribunal de proroger le délai de suspension des procédures jusqu'au 31 août 2018, afin de leur permettre de mettre en œuvre le Plan (terme défini ci-après), si tant est que le Tribunal accueille la Demande en homologation.

## 2. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

[3] L'audition de la Demande en homologation a procédé concurremment avec celle de la «*Re-amended Application for Oppression Remedy and for an Order for the Rendering of an Account and Reimbursement*» (le «**Recours en oppression**») datée du 22 mai 2018 (la version initiale ayant été déposée le 7 juin 2017) et présentée par l'opposante 126217 Canada Inc. («**126217**») aux termes des articles 241 et ss. de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*<sup>2</sup>, des articles 1363 et ss. et 1457 du *Code civil du Québec*, et de l'article 141 du *Code de procédure civile*.

[4] En effet, étant donné que le Plan déposé par les Débitrices aux termes de la *LACC*, et soumis au Tribunal pour homologation par la Demande en homologation, inclut spécifiquement le Recours en oppression dans les dispositions relatives aux «*Releases*» (les «**Quittances**»), le Tribunal a décidé, vu l'opposition de 126217 à une telle inclusion, de tenir une audition conjointe afin qu'il puisse être décidé, concurremment, du mérite du Recours en oppression.

[5] Effectivement, tel qu'il appert du jugement rendu ce même jour, le Tribunal a rejeté le Recours en oppression, de telle sorte que le débat quant à savoir si le Recours en oppression devrait être exclus des Quittances est devenu purement théorique.

[6] Si le Tribunal avait accueilli le Recours en oppression, il aurait alors été approprié de considérer s'il était justifié ou non de l'inclure dans les Quittances. Mais, vu que le Recours en oppression est sans fondement, cela rend inutile une telle discussion théorique.

[7] Par ailleurs, le Tribunal tient à souligner que 126217 est la seule à s'être opposée à l'homologation du Plan tel que rédigé, lequel fut accepté par 94,12% en nombre des créanciers des Débitrices, représentant 93,24% en valeur de leurs créances, présents et votant, soit en personne soit par fondé de pouvoir, à l'assemblée convoquée à cette fin.

## 3. LOI et CRITÈRES APPLICABLES À LA DEMANDE EN HOMOLOGATION

[8] La Demande en homologation est présentée aux termes de l'article 6 de la *LACC*, lequel prévoit, entre autres, ce qui suit :

### Homologation par le tribunal

**6 (1)** Si une majorité en nombre représentant les deux tiers en valeur des créanciers ou d'une catégorie de créanciers, selon le cas, — mise à part, sauf ordonnance contraire du tribunal, toute catégorie de créanciers ayant des réclamations relatives à des capitaux propres — présents et votant soit en personne, soit par fondé de pouvoir à l'assemblée ou aux assemblées de créanciers respectivement tenues au titre des articles 4 et 5, acceptent une transaction ou un arrangement, proposé ou modifié

---

<sup>2</sup> L.R.C. 1985, ch. C-44.

à cette ou ces assemblées, la transaction ou l'arrangement peut être homologué par le tribunal et, le cas échéant, lie :

a) tous les créanciers ou la catégorie de créanciers, selon le cas, et tout fiduciaire pour cette catégorie de créanciers, qu'ils soient garantis ou chirographaires, selon le cas, ainsi que la compagnie;

b) dans le cas d'une compagnie qui a fait une cession autorisée ou à l'encontre de laquelle une ordonnance de faillite a été rendue en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité ou qui est en voie de liquidation sous le régime de la Loi sur les liquidations et les restructurations, le syndic en matière de faillite ou liquidateur et les contributeurs de la compagnie.

[...]

#### **Paiement d'une réclamation relative à des capitaux propres**

**(8)** Le tribunal ne peut homologuer la transaction ou l'arrangement qui prévoit le paiement d'une réclamation relative à des capitaux propres que si, selon les termes de celle-ci, le paiement intégral de toutes les autres réclamations sera effectué avant le paiement de la réclamation relative à des capitaux propres.

(le Tribunal souligne)

[9] Lors d'une telle demande en homologation, le Tribunal exerce son pouvoir discrétionnaire en prenant en considération les trois critères suivants<sup>3</sup> :

- a. le plan doit être strictement conforme à toutes les exigences statutaires et aux ordonnances antérieures du Tribunal;
- b. tous les documents déposés et les procédures entreprises doivent être examinés pour déterminer si toute mesure prise ou supposée avoir été prise est interdite en vertu de la *LACC*; et
- c. le plan doit être juste et équitable.

---

<sup>3</sup> *Northland Properties Ltd. V. Excelsior Life Ins. Co. of Canada*, 1989 CanLII 2672, par. [16] (BC CA); *Olympia & York Developments Ltd. (Re)*, (1993), 12 O.R. (3d) 500, pp : 6-14 (Gen. Div.); *T. Eaton Co. (Re)*, (1999), 15 C.B.R. (4<sup>th</sup>) 311, par. 1-8 (Ont. S.C.J.-Commercial List); *Re Canadian Airlines Corporation*, 2000 ABQB 442, par. [59] – [62], [64], [94] et [95]; (Re), *Papiers Gaspésia Inc., (Re)*, 2005 CanLII 24437, par. [21]; *Stelco Inc., (Re)*, 2006 CanLII 1773, par. [13] et [15]; *Re : Canwest Global Communications Corp.*, 2010 ONSC 4209, par. [14]; *Cline Mining Corporation (Re)*, 2015 ONSC 622, par. [19] – [24]; *Montreal, Maine & Atlantic City Canada Co./ (Montréal, Maine & Atlantique Canada Cie (Arrangement relatif à))*, 2015 QCCS 3235, par. [34]; *Pacific Exploration & Production Corporation (Re)*, 2016 ONSC 5429, par. [20] et [21].

## 4. PLAN

### 4.1 Modifications apportées au Plan

[10] La version du plan d'arrangement et transaction finalement soumis au Tribunal pour fins d'homologation est celle du 29 mai 2018, intitulée «*Re-Amended Plan of Arrangement and Compromise of Java-U Group Inc., Java-U Food Services Inc., Café Java-U Inc. and Java-U RTA Inc.*» (le «**Plan**»), et ce, suite à des modifications effectuées après l'audition conjointe pour corriger certaines coquilles et amender l'article 6.1(b) relatif aux Quittances.

[11] Ces modifications ont reçu l'aval du contrôleur Raymond Chabot Inc. (le «**Contrôleur**») et le Tribunal n'a été informé d'aucune objection à cet égard de la part de 126217, quoique dûment avisée.

[12] Les modifications apportées à l'article 6.1(b) du Plan ont pour effet d'exclure plutôt que d'inclure certains recours de la définition de Quittances. Il se lit maintenant comme suit :

#### «6.1 Plan Releases

(a) [...]

(b) On the Plan Implementation Date, in consideration of the Sponsors' Total Contribution, each of the Sponsors (together with the Debtors' Released Parties, the "**Released Parties**") shall be released and discharged from any and all demands, claims, actions, causes of action, counterclaims, suits, debts, sums of money, accounts, covenants, damages, judgments, orders, ~~including for oppression remedy~~, injunctive relief or specific performance and compliance orders, expenses, executions, encumbrances and other recoveries on account of any liability, obligation, demand or cause of action of whatever nature which any Person may assert against the Sponsors in relation with any Released Claims (the "**Sponsors' Released Claims**", together with the Debtors' Released Claims, the "**Released Claims**"), whether known or unknown, matured or unmatured, foreseen or unforeseen, existing or hereafter arising, based in whole or in part on any omission, transaction, duty, responsibility, indebtedness, liability, obligation, dealing or other occurrence existing or taking place on or prior to the Plan Implementation Date, all to the full extent permitted by Applicable Law, provided that nothing herein shall release or discharge any of the Sponsors if such Sponsor is judged by the expressed terms of a judgment rendered on a final determination on the merits (A) to have committed criminal or fraudulent misconduct, (B) to have caused damages as a result of gross recklessness, gross carelessness or gross negligence or intentional fault or (C) to be liable, as a director, for an obligation of the Debtors (other than an equity claim) to any creditor as a result of matters set out in Section 5.1(2) of the CCAA. For greater certainty, the Sponsors' Released

Claims shall include the Claims asserted by 126217 Canada Inc. against each of Java-U Group, Brian Cytrynbaum and Allan Cytrynbaum in the court file bearing court docket number 500-11-047199-142.

(c) [...]»

(les modifications effectuées le 29 mai 2018 sont soulignées)

#### **4.2 Principaux éléments du Plan et Opinion du Contrôleur**

[13] Dans son rapport du 18 mai 2018 (le «**Rapport**») déposé pour les fins de la Demande en homologation, le Contrôleur, après avoir fait l'historique du dossier et retracé les principales étapes de la restructuration des Débitrices en référant, entre autres à ses rapports antérieurs, explique ainsi les causes de l'insolvabilité des Débitrices :

«14. En outre, je suis d'avis que :

a) Les causes de l'insolvabilité des Compagnies débitrices sont les suivantes :

- Augmentation importante de la concurrence dans le marché de détail du café;
- Augmentation importante du coût des ventes en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien;
- Tentatives infructueuses de diversification de sa gamme de produits;
- Rachat de franchises peu performantes par les Compagnies débitrices pour lesquelles elles ont déployé des ressources financières importantes afin de redresser leurs activités.

b) [...]»

[14] Puis, le Contrôleur précise ainsi les principaux éléments du Plan :

«15. Que le Plan d'arrangement prévoit, entre autres, les éléments suivants :

- 3070352 Canada inc., Brian Cytrynbaum et Allan Cytrynbaum (ci-après les « Promoteurs ») verseront un apport en espèces de 50 000 \$, qui sera distribué aux Créanciers;
- Les Promoteurs maintiendront toutes les réclamations que les Sociétés débitrices pourraient avoir contre des tiers et distribueront aux Créanciers 50 % du produit net obtenu avant le 31 décembre 2019 dans le cadre de ce type de réclamations, jusqu'à concurrence de 250 000 \$, après le remboursement d'honoraires et de frais professionnels raisonnables;
- Les Promoteurs s'engagent à financer les activités des Sociétés débitrices après la mise en œuvre du Plan en fournissant un

financement de sortie aux Sociétés débitrices pendant une période minimale de 12 mois consécutive à la date de mise en œuvre du Plan, et ce, jusqu'à concurrence d'au moins 500 000 \$;

En échange de quoi le Plan d'arrangement prévoit :

- Que les Promoteurs se verront attribuer 100 % du capital-actions aux termes de la restructuration du capital de Java-U Group inc.;
- Une quittance pleine et entière de toutes les réclamations, y compris toute réclamation découlant de la Demande de recours en oppression [le Recours en oppression], contre les Compagnies débitrices, les Promoteurs ainsi que leurs administrateurs et dirigeants respectifs;
- La libération ou le report des réclamations des personnes liées suivantes, à la hauteur des sommes suivantes, lesquelles ne recevront, par ailleurs, aucune distribution :
  - o 3070352 Canada inc. : 6 137 758 \$;
  - o Brian Cytrynbaum : 853 025 \$;
  - o Allan Cytrynbaum ; 170 000 \$.»

[15] Enfin, le Contrôleur appuie la démarche des Débitrices et recommande au Tribunal d'accueillir la Demande en homologation et la demande parallèle de proroger le délai de suspension des procédures jusqu'au 31 août 2018, afin de permettre aux Débitrices de mettre en œuvre le Plan. Voici ce qu'il écrit à ce sujet dans le Rapport :

- «16. [...] je suis d'avis que ce Plan d'arrangement accepté par la majorité statutaire des créanciers [94.12% en nombre, et 93.24% en valeur] lors de l'assemblée des créanciers tenue le 25 avril 2018 est à l'avantage des créanciers pour les motifs suivants :
- La mise en œuvre du Plan d'arrangement assurerait la continuité des activités des Compagnies débitrices, ce qui est dans l'intérêt de quelque 200 employés canadiens, des fournisseurs des Compagnies débitrices, des locateurs, des franchisés, des clients et des créanciers, ainsi que des collectivités dans lesquelles les Compagnies débitrices sont exploitées;
  - Dans un contexte de faillite, les créanciers non garantis ne recouvreraient aucune somme, tandis qu'aux termes du Plan d'arrangement, ils obtiendraient un dividende de 5,2 % à 31.5 %, calculé en fonction du montant des réclamations prouvées et admises en date du présent rapport et de l'apport des Promoteurs, lequel est constitué de l'Apport en espèces ainsi que du Produit des litiges;
  - Le Plan d'arrangement est juste et raisonnable, en plus de représenter la meilleure solution à la disposition des créanciers et des parties prenantes des Compagnies débitrices.

17. Que compte tenu de ce qui précède, le Contrôleur recommande l'homologation du Plan, ainsi que l'octroi aux Compagnies Débitrices d'une prorogation du délai de suspension des procédures jusqu'au 31 août 2018 afin de lui permettre de mettre en œuvre le Plan.»

## 5. OPPOSITION DE 126217

[16] Pour les motifs expliqués sous la rubrique REMARQUES PRÉLIMINAIRES ci-haut, il n'y a pas lieu d'élaborer davantage sur l'opposition formulée par 126217, sauf aux fins de noter ses principales prétentions, soit :

- a. que le Plan n'est pas strictement conforme à toutes les exigences statutaires de la *LACC*, vu qu'il ne respecte pas les dispositions de l'article 5.1(2) *LACC*, et ce, en incluant dans les Quittances le Recours en oppression, dans lequel 126217 cherche une condamnation contre M. Cytrynbaum, à titre d'administrateur de Java-U Group Inc., afin d'être indemnisée de son investissement dans le capital-actions de Java-U Group Inc., au motif de fausses représentations, conduite injustifiée et abusive; et
- b. qu'en prévoyant une Quittance au bénéfice des administrateurs de Java-U Group Inc. ou des Débitrices, y inclus du Recours en oppression, le Plan n'est pas juste et raisonnable, et le Tribunal devrait donc utiliser le pouvoir discrétionnaire qui lui est octroyé aux termes de l'article 5.1(3) *LACC* afin de refuser que le Recours en oppression soit ainsi inclus dans les Quittances, d'autant plus que seule 126217 a ainsi déposé une réclamation de la nature du Recours en oppression contre les administrateurs de Java-U Group Inc..

[17] Tel que mentionné précédemment, vu que le Tribunal a rejeté, ce même jour, le Recours en oppression, tout débat quant à savoir si le Recours en oppression devrait être exclus des Quittances est devenu purement théorique, et inutile pour les fins des présentes.

[18] Dans de telles circonstances, il est juste et approprié que le Recours en oppression soit inclus dans les dispositions du Plan relatives aux Quittances, et ce, tel que le Plan est rédigé dans sa version du 29 mai 2018.

[19] En fait, cette inclusion n'affecte d'aucune façon 126217, vu que le Recours en oppression est non fondé en faits et en droit.

[20] Par ailleurs, le Tribunal tient à souligner que 126217 reconnaît que la réclamation qu'elle a formulée contre Java-U Group Inc. dans le Recours en oppression est une «*equity claim*» [réclamation relative à des capitaux propres] au sens de la *LACC* et elle a amendé en conséquence le Recours en oppression.

[21] L'article 2.4 du Plan prévoit ce qui suit quant aux «*equity claims*» :

«All persons holding Equity Claims shall not be entitled to vote at or attend the Creditors' Meeting, and shall not receive a distribution under the Plan or otherwise receive anything in respect of their shares. On the Plan Implementation Date, all Equity Claims shall be fully, finally,

irrevocably and forever compromised, released, discharged, cancelled and barred, and all shares of the Debtors held by the holders of Equity Claim shall be cancelled.»

(le Tribunal souligne)

[22] Aussi, l'article 6(8) de la *LACC* (cité au paragraphe [8] ci-haut) prévoit spécifiquement que le paiement intégral de toutes les autres réclamations doit être effectué avant le paiement des «*equity claims*» («réclamations relatives à des capitaux propres»).

## 6. CONCLUSION

[23] Vu les allégués de la Demande en homologation, dûment appuyés par l'affidavit de Lou Varoutsos et les Pièces produites à leur soutien, et vu l'absence de contestation, sauf celle de 126217, purement théorique et non pertinente pour les fins des présentes, tel qu'expliqué ci-haut, et considérant les commentaires et avis du Contrôleur consignés dans le Rapport, et dans ses rapports<sup>4</sup> des 12 et 22 mars 2018, le Tribunal est d'avis que :

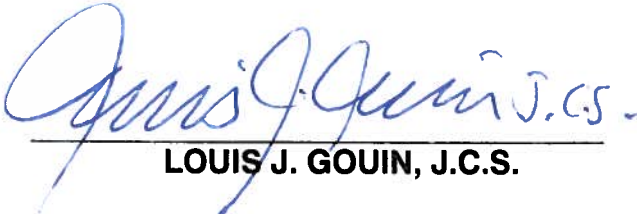
- a. le Plan est strictement conforme à toutes les exigences statutaires et aux ordonnances antérieures du Tribunal;
- b. tous les documents déposés et les procédures entreprises par les Débitrices, afin d'en arriver à soumettre le Plan pour acceptation par leurs créanciers et pour approbation et homologation par la Tribunal, l'ont été en conformité avec la *LACC*; et
- c. le Plan est juste et équitable.

[24] Le Plan permet aux Débitrices de restructurer leurs opérations dans un cadre financier réaliste, assurant ainsi le maintien de plus de 200 emplois, sans oublier les répercussions économiques auprès des fournisseurs de biens et services.

[25] L'alternative, soit la faillite inévitable, ne serait aucunement à l'avantage des créanciers des Débitrices, lesquels ont clairement accepté le Plan, soit 94,12% en nombre représentant 93,24% en valeur des créances.

[26] Par conséquent, le Tribunal accueillera la Demande en homologation et homologuera le Plan, tel que modifié le 29 mai 2018, et il prorogera le délai de suspension des procédures jusqu'au 31 août 2018, afin de permettre aux Débitrices de mettre en œuvre le Plan.

[27] À cette fin, le Tribunal signe, sous réserve de corrections mineures, le projet de «*Sanction Order*» qui lui fut soumis<sup>5</sup> par les procureurs des Débitrices et le Tribunal le joint au présent Jugement.

  
LOUIS J. GOUIN, J.C.S.

<sup>4</sup> Pièces R-3 et R-4.

<sup>5</sup> Pièce R-2.



500-11-053313-173

Mes Pierre-Paul Daunais, Rémi Leprévost et Guy Martel  
Stikeman Elliott  
Procureurs des Débitrices

Mes Alain Tardif et Noah Zucker  
McCarthy Tétrault  
Procureurs du Contrôleur

Mes Christian Lachance, Joseph-Anaël Lemieux et George J. Pollack  
Davies Ward Phillips & Vineberg  
Procureurs de 126217 Canada Inc.

Dates d'audition: 22, 23, 24 et 25 mai 2018

**SUPERIOR COURT**  
(Commercial Division)

CANADA  
PROVINCE OF QUÉBEC  
DISTRICT OF MONTRÉAL

No: 500-11-053313-173

Date: June 18, 2018

---

**Present: THE HONOURABLE LOUIS J. GOUIN, J.S.C.**

---

**IN THE MATTER OF THE *COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT*,  
R.S.C. 1985, c. C-36, as amended:**

**JAVA-U GROUP INC.**

**JAVA-U FOOD SERVICES INC.**

**CAFÉ JAVA-U INC.**

**JAVA-U RTA INC.**

Applicants

-and-

**RAYMOND CHABOT INC.**

Monitor

-and-

**126217 CANADA INC.**

Opposante

---

**SANCTION ORDER**

---

**HAVING READ** the Applicants' *Application for the Issuance of a Sanction Order* (the "**Application**") pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, C-36 (as amended the "**CCAA**"), the affidavit of Lou Varoutsos and the report of Raymond Chabot Inc. (the "**Monitor**") filed in support thereof, and relying upon the submissions of counsel, and the submissions of the respective counsels for the Applicants, the Monitor and the Opposante 126217 Canada Inc.;

**GIVEN** the Initial Order rendered by this Court on October 6, 2017 (the "**Initial Order**");

**GIVEN** the Claims Procedure Order rendered by this Court on October 6, 2017 (the "**Claims Procedure Order**");

**GIVEN** the Meeting Procedure Order rendered by this Court on March 15, 2018 (the "**Meeting Procedure Order**");

**GIVEN** the provisions of the **CCAA**;

**WHEREFORE, THE COURT:**

1. **GRANTS** the Application.

**DEFINITIONS**

2. **ORDERS** that any capitalized terms not otherwise defined in this Order shall have the meaning ascribed thereto in the Applicants' *Re-Amended Plan of Arrangement and Compromise* dated May 29, 2018 (the "**Plan**") (the March 21, 2018 amended version of the initial version thereof having been filed as Exhibit R-1, and re-amended on May 29, 2018) in support of the Application, or in the Meeting Procedure Order, as the case may be.

**SERVICE AND MEETING**

3. **DECLARES** that the notices given of the presentation of the Application are proper and sufficient, and in accordance with the Meeting Procedure Order.
4. **DECLARES** that there has been proper and sufficient service and notice of the Meeting Materials to the Applicants' creditors, and that the Creditors' Meeting was duly convened, held and conducted in conformity with the **CCAA**, the Meeting Procedure Order and all other applicable orders of the Court.

**SANCTION OF THE PLAN**

5. **DECLARES** that:
  - (a) the Plan and its implementation have been approved by the required majority of creditors of the Applicants with Proven Claims, in conformity with the **CCAA**;
  - (b) the Applicants have complied with the provisions of the **CCAA** and all of the orders made by this Court in the context of these proceedings (the "**CCAA Proceedings**") in all respects;
  - (c) the Court is satisfied that the Applicants have not done or

purported to do anything that is not authorized by the CCAA; and

- (d) the Plan (and its implementation) is fair and reasonable, and in the best interests of the Applicants, their creditors and their other stakeholders as well as of all other Persons stipulated in the Plan.
6. **ORDERS** that the Plan and its implementation are sanctioned and approved entirely pursuant to Section 6 of the CCAA and, as at of the date of this Order (the "**Effective Date**"), such Plan will be effective and will enure to the benefit of and be binding upon the Applicants, their creditors, stakeholders and all other Persons stipulated in the Plan.

### **PLAN IMPLEMENTATION**

7. **DECLARES** that the Applicants and the Monitor, as the case may be, are hereby authorized and directed to take all steps and actions necessary or appropriate, as determined by the Applicants, in accordance with and subject to the terms of the Plan, to implement and effect same, in the manner and the sequence as set forth in the Plan and this Order, and such steps and actions are hereby approved.
8. **ORDERS** that, from and after the Effective Date, and conditional upon the performance of the Applicants' obligations set forth in the Plan, all Persons stipulated in the Plan shall be deemed to have waived any and all defaults or alleged defaults of the Applicants, then existing or previously committed by the Applicants or caused by the Applicants, directly or indirectly, or non-compliance with any covenant, undertaking, positive or negative pledge, warranty, representation, term, provision, condition or obligation, express or implied, in any contract, credit document, agreement for sale, lease, deed, instrument, license, permit, or other agreement of whatever nature, written or oral, and any and all amendments or supplements thereto, existing between such Person and the Applicants, or any of them, arising directly or indirectly from the filing by the Applicants under the CCAA or the implementation of the Plan, and any and all notices of default and demands for payment under any Instrument, including any guarantee arising from such default, shall be deemed to have been rescinded and shall be of no further force or effect.
9. **DECLARES** that the determination of Proven Claims in accordance with the Claims Procedure Order shall be final and binding on the Applicants and all of their respective creditors.
10. **ORDERS** that upon fulfillment or waiver of the Conditions Precedent set forth in the Plan, the Monitor shall deliver and file with this Court, as soon as reasonably practicable, in accordance with the terms of the Plan, a certificate declaring that all of the conditions set forth in the Plan have been met or waived, and shall post a copy of such certificate, once filed, on the Monitor's website.

### **RELEASES AND DISCHARGES**

11. **ORDERS AND DECLARES** that each of the releases contemplated by Article 6 of the Plan, including those in favour of the Sponsors, as set forth in Sub-Article 6.1(b) of the Plan, are approved and shall be enforceable as against all parties as of the Effective Date.
12. **ORDERS AND DECLARES** that on the Effective Date, all Claims (excluding the Excluded Claims) shall be fully, finally, irrevocably and forever compromised, released, discharged, cancelled and barred.
13. **ORDERS** that, without limitation to the terms set forth in the Claims Procedure Order, any holder of a Claim who did not file a Proof of Claim Form in accordance with the provisions of the Claims Procedure Order, shall be and is hereby forever barred from making any Claim against the Applicants and its directors and officers, and any of their respective successors and assigns, and shall not be entitled to any distribution under the Plan, and that such Claims are and shall be forever extinguished.
14. **PRECLUDES** the prosecution against the Applicants, its directors or officers or their respective successors and assigns, whether directly, derivatively or otherwise, of any claim, obligation, suit, judgment, damage, demand, debit, right, cause of action, liability or interest released, discharged or terminated pursuant to the Plan.

### **EXIT FINANCING**

15. **ORDERS** that the Applicants and their successors and assigns are authorized and empowered to execute, deliver and perform any credit agreements, instruments of indebtedness, guarantees, security documents, deeds, and other documents as required in connection with the exit financing to be provided to them by the Sponsors, in accordance with the Plan.

### **MONITOR**

16. **ORDERS** that all Monitor's reports filed with this Court (the "**Monitor's Reports**") be and are hereby approved, that all actions and conduct of the Monitor in connection with the Claims, the CCAA Charges, the Plan and the CCAA Proceedings, including the actions and conduct of the Monitor disclosed in the Monitor's Reports, are hereby approved, and that the Monitor has satisfied all of its obligations up to and including the date of this Order.

17. **APPROVES** all conduct of the Monitor in relation to the Applicants and bars all Claims against the Monitor arising from or relating to the present CCAA Proceedings, save and except any liability or obligation arising from a breach of its duties to act honestly and in good faith.
18. **DECLARES** that the protections afforded to Raymond Chabot Inc., as Monitor and as officer of this Court pursuant to the terms of the Initial Order and the other Orders made in the CCAA Proceedings shall not expire or terminate on the Effective Date and, subject to the terms hereof, shall remain effective and in full force and effect.
19. **ORDERS** that as of the Effective Date, the Monitor shall be authorized and directed to administer and finally determine the Proven Claims of the Applicants' creditors and to manage the distribution of the Sponsors' Cash Contribution and Litigation Proceeds in accordance with the Claims Procedure Order and the Plan.
20. **ORDERS AND DECLARES** that any distributions under the Plan and this Order shall not constitute a "*distribution*" and the Monitor shall not constitute a "*legal representative*" or "*representative*" of the Applicants for the purposes of section 159 of the *Income Tax Act* (Canada), section 270 of the *Excise Tax Act* (Canada), section 14 of the *Act Respecting the Ministère du Revenu* (Québec), section 107 of the *Corporations Tax Act* (Ontario), section 22 of the *Retail Sales Tax Act* (Ontario), section 117 of the *Taxation Act, 2007* (Ontario) or any other similar federal, provincial or territorial tax legislation (collectively the "**Tax Statutes**") given that the Monitor is only a disbursing agent under the Plan, and the Monitor in making such payments is not "*distributing*", nor shall be considered to "*distribute*" nor to have "*distributed*", such funds for the purpose of the Tax Statutes, and the Monitor shall not incur any liability under the Tax Statutes in respect of it making any payments ordered or permitted hereunder, and is hereby forever released, remised and discharged from any claims against it under or pursuant to the Tax Statutes or otherwise at law, arising in respect of payments made under the Plan and this Order and any claims of this nature are hereby forever barred.
21. **ORDERS AND DECLARES** that the Monitor, the Applicants and their successors and assigns, as necessary, are authorized to take any and all actions as may be necessary or appropriate to comply with applicable Tax withholding and reporting requirements. All amounts withheld on account of Taxes shall be treated for all purposes as having been paid to the Affected Creditors in respect of which such withholding was made, provided such withheld amounts are remitted to the appropriate Governmental Authority.
22. **DECLARES** that notwithstanding:
  - (a) the pendency of the CCAA Proceedings and declarations of insolvency

made therein;

- (b) the pendency of any applications for bankruptcy orders hereafter issued pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act* (the «**BIA**») in respect of the Canadian Debtors and any bankruptcy orders issued in respect of the Canadian Debtors; or
- (c) the provisions of any federal or provincial statute, including section 36.1 of the *CCAA* and sections 95 to 101 of the *BIA*;

the distributions, payments, releases and compromises contemplated to be performed or effected pursuant to the Plan, do not and shall not constitute settlements, fraudulent preferences, fraudulent conveyances or other challengeable or reviewable transactions, or conduct giving rise to an oppression remedy under any applicable law, nor will they constitute a distribution of property requiring the Monitor, the Applicants, or any officer or director thereof to seek and obtain a certificate or authorization of any nature whatsoever, including with respect to Crown Claims;

- 23. **DECLARES** that the Plan, including the transactions contemplated therein, shall be binding upon any trustee in bankruptcy or receiver that may be appointed in respect of any of the Applicants and shall not be void or voidable by their creditors
- 24. **ORDERS** that the Monitor shall be discharged of its duties and obligations pursuant to the Plan, this Order and all other Orders made in the *CCAA* Proceedings, upon the filing with this Court of a completion certificate declaring that its duties in relation to the *CCAA* Proceedings and all matters relating thereto, are completed to the best of the Monitor's knowledge.

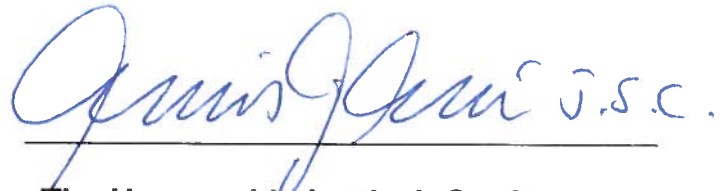
#### **GENERAL**

- 25. **EXTENDS** the Stay Period in respect of the Applicants until **August 31, 2018**.
- 26. **ORDERS** that all orders made in the *CCAA* Proceedings shall continue in full force and effect in accordance with their respective terms, except to the extent that such Orders are varied by, or inconsistent with, this Order, the Claims Procedure Order, the Meeting Procedure Order, or any further Order of this Court.
- 27. **DECLARES** that any of the Applicants or the Monitor may, from time to time, apply to this Court for directions concerning the exercise of their respective powers, duties and rights hereunder or in respect of the proper execution of this Order on notice to the service list.
- 28. **DECLARES** that this Order shall have full force and effect in all provinces

and territories in Canada.

29. **REQUESTS** the aid and recognition of any Court or administrative body in any Province of Canada and any Canadian federal court or administrative body and any federal or state court or administrative body in the United States of America and any court or administrative body elsewhere , to act in aid of and to be complementary to this Court in carrying out the terms of the Order, including the registration of this Order in any office of public record by any such court or administrative body or by any Person affected by the Order.
30. **ORDERS** the provisional execution of this Order notwithstanding any appeal and without the necessity of furnishing any security.

**THE WHOLE** without costs.

A handwritten signature in blue ink, reading "Louis J. Gouin J.S.C.", is written over a horizontal line.

**The Honourable Louis J. Gouin,  
J.S.C.**